

Ministère national — Nationaal Ministerie	Administration concernée — Betrokken bestuur
	4° A l'Administration des voies hydrauliques (A.C.) : — service d'exploitation des voies navigables : réglementation <i>Bij het Bestuur der Waterwegen (H.B.) :</i> — exploitatiedienst der schleepvaartwegen : reglementering

Vu pour être annexée à Notre arrêté du 25 juillet 1989.

BAUDOIN

Par le Roi :
Le Premier Ministre,
W. MARTENS

**SERVICES DU PREMIER MINISTRE
ET MINISTERE DE LA REGION BRUXELLOISE**

F. 89 — 1356

25 JUILLET 1989. — Arrêté royal
régulant le passage de membres du personnel
au Ministère de la Région bruxelloise

BAUDOIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les articles 29 et 66, alinéa 2 de la Constitution;
Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, notamment l'article 40, § 2;
Vu l'arrêté royal du 3 juillet 1989 relatif aux Ministères de la Communauté française, de la Communauté flamande, de la Région wallonne et de la Région bruxelloise;
Vu le protocole n° 37 du 23 juin 1989 du Comité des services publics nationaux, communautaires et régionaux;
Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 6 juin 1989;
Vu l'avis de l'Exécutif de la Région bruxelloise, donné le 2 juin 1989;
Vu l'avis du Conseil d'Etat;
Sur la proposition de Notre Premier Ministre, de Notre Ministre des Réformes institutionnelles chargé de la Restructuration du Ministère de la Région bruxelloise et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1^{er}. — Régime de transfert

Article 1^{er}, § 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° ministère traditionnel : tout ministère sauf le Ministère de la Région bruxelloise;

2° membres du personnel : les agents de l'Etat, les stagiaires, les agents nommés à titre temporaire et les agents engagés par contrat de travail, à l'exception :

a) du personnel auxiliaire qui n'occupe pas un emploi du cadre organique, ni du cadre temporaire;

b) des jeunes engagés pour un stage en exécution de l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes.

§ 2. Pour l'application du § 1^{er} :

1° les stagiaires sont considérés comme titulaires du grade pour lequel ils se sont portés candidats; les stagiaires du niveau 1 sont considérés au surplus comme membres du personnel du ministère auquel ils sont effectivement attachés;

2° le membre du personnel engagé par contrat de travail est censé être titulaire du grade correspondant à l'emploi pour lequel il a été engagé ou, en cas de silence du contrat au sujet de cet emploi, du grade auquel est liée l'échelle de traitement dans laquelle sa rémunération est fixée.

Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van 25 juli 1989

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Eerste Minister,
W. MARTENS

**DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER
EN MINISTERIE VAN HET BRUSSELSE GEWEST**

N. 89 — 1356

25 JULI 1989. — Koninklijk besluit
waarbij het overhevelen van personeelsleden
naar het Ministerie van het Brusselse Gewest wordt geregeld

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de artikelen 29 en 66, tweede lid, van de Grondwet;
Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, inzonderheid op artikel 40, § 2;
Gelet op het koninklijk besluit van 3 juli 1989 betreffende de Ministeries van de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en het Brusselse Gewest;
Gelet op het protocol nr. 37 van 23 juni 1989 van het Comité voor de nationale, gemeenschaps- en gewestelijke overheidsdiensten;
Gelet op het akkoord van Onze Minister van Openbaar Ambt, gegeven op 6 juni 1989;
Gelet op het advies van de Executieve van het Brusselse Gewest, gegeven op 2 juni 1989;
Gelet op het advies van de Raad van State;
Op de voordracht van Onze Eerste Minister, Onze Minister van Institutionele Hervormingen belast met de Herstructurering van het Ministerie van het Brusselse Gewest en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Overdrachtsstelsel

Artikel 1. § 1. Voor de toepassing van dit besluit moet worden verstaan onder :

1° traditioneel ministerie : ieder ministerie behalve het Ministerie van het Brusselse Gewest;

2° personeelsleden : de Rijksambtenaren, de stagiaires, de tijdelijke personeelsleden en de bij arbeidsovereenkomst in dienst genomen personeelsleden, behalve :

a) het hulppersoneel dat niet op een betrekking van de personeelsformatie of van de tijdelijke personeelsformatie in dienst genomen is;

b) de jongeren die voor een stage opgenomen zijn bij toepassing van het koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en inschakeling van jongeren in het arbeidsproces.

§ 2. Voor de toepassing van § 1 :

1° worden de stagiaires geacht de graad te bekleden waarvoor zij zich hebben aangemeld; de stagiaires van niveau 1 worden daarenboven beschouwd als personeelsleden van het ministerie waaraan zij daadwerkelijk zijn verbonden;

2° wordt het personeelslid dat bij een arbeidsovereenkomst in dienst is genomen, geacht de graad te bekleden die overeenstemt met de betrekking waarvoor het personeelslid werd aangeworven of, indien de overeenkomst zich niet uitspreekt over deze betrekking, de graad waaraan de weddeschaal verbonden is waarin zijn bezoldiging wordt vastgesteld.

Art. 2. § 1^{er}. En cas de transfert d'un service d'un ministère traditionnel vers le Ministère de la Région bruxelloise, le transfert des membres du personnel a lieu, soit d'office, soit à la demande des agents intéressés.

§ 2. a) Les services dont les membres du personnel sont transférés d'office à un Exécutif sont mentionnés dans les annexes I et II du présent arrêté.

b) Une cellule nationale est créée dans le ministère traditionnel pour les services repris dans l'annexe II. Les membres du personnel de ces services sont informés du maintien de cette cellule par un ordre de service qui les invite à faire savoir par écrit, dans les trente jours, s'ils souhaitent demeurer au ministère traditionnel dans un des emplois énumérés dans l'ordre de service. Ils adressent directement leur demande au Secrétaire général qui en accuse réception; une copie est envoyée par la voie hiérarchique au même chef.

Les demandeurs qui possèdent la qualification requise sont classés par grade et par rôle ou régime linguistique dans l'ordre suivant, et sont affectés dans cet ordre à un emploi correspondant à leur grade :

- 1^o les agents de l'Etat;
- 2^o les stagiaires;
- 3^o les agents nommés à titre temporaire;
- 4^o les membres du personnel engagés par contrat de travail.

Dans chacun des groupes énumérés à l'alinéa précédent, les membres du personnel sont classés comme suit :

- 1^o le membre du personnel le plus ancien en grade;
- 2^o à égalité d'ancienneté de grade, le membre du personnel dont l'ancienneté de service est la plus grande;
- 3^o à égalité d'ancienneté de service, le membre du personnel le plus âgé.

Le critère de l'ancienneté de grade n'est pas appliqué à l'agent qui n'a pas la qualité d'agent de l'Etat.

L'ancienneté de service du membre du personnel qui n'a pas la qualité d'agent de l'Etat comporte la période pendant laquelle il a, à quelque titre que ce soit et sans interruption volontaire, fait partie d'un ministère comme titulaire d'une fonction comportant des prestations complètes.

Si, après qu'il a été satisfait aux demandes, il reste des emplois à pourvoir dans la cellule nationale, le Ministre y affecte d'office les membres du personnel du service dans l'ordre inverse de celui qui déterminent les alinéas 3 à 6.

c) Le transfert de membres du personnel de services visés à l'annexe III est porté à la connaissance des membres du personnel du ministère traditionnel qui ne font pas partie des services visés par les points a et b du présent paragraphe, par un ordre de service qui les invite à faire savoir par écrit, dans les trente jours, s'ils souhaitent être transférés au Ministère de la Région bruxelloise, dans un des emplois énumérés dans ledit ordre de service.

S'il existe une ou plusieurs barrières dans le ministère traditionnel, l'ordre de service est envoyé aux membres du personnel des services qui ne sont pas visés au point a, et qui ne sont pas séparés par une barrière du service dont les membres du personnel sont partiellement transférés.

Les demandes sont transmises et classées selon la procédure décrite aux alinéas 3 à 6 du point b. Toutefois, avant le classement prévu à l'alinéa 4 du point b, l'autorité établira l'ordre comme suit, entre agents ayant la même qualité :

- 1^o les membres du personnel du service concerné;
- 2^o les membres du personnel d'un autre service que le service concerné;
- 3^o les membres du personnel d'une autre administration.

Si après qu'il a été satisfait aux demandes visées à l'alinéa 1^{er}, il reste des emplois à pourvoir, les membres du personnel chargés des affaires correspondant à ces emplois y sont affectés d'office dans l'ordre inverse de celui que déterminent les alinéas 3 à 6 du point b.

Art. 3. Les membres du personnel sont transférés par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres pris sur la proposition conjointe du Ministre compétent pour le ministère traditionnel et par le Ministre chargé de la Restructuration du Ministère de la Région bruxelloise. Les agents sont transférés selon leur rôle ou leur régime linguistique.

Art. 2. § 1. Bij overdracht van een dienst van een traditioneel ministerie naar het Ministerie van het Brussels Gewest, geschiedt de overdracht van de personeelsleden hetzij van ambtswege, hetzij op verzoek van de betrokken personeelsleden.

§ 2. a) De diensten waarvan de personeelsleden van ambtswege worden overgedragen, worden vermeld in de bijlagen I en II van dit besluit.

b) Een nationale kern in het leven geroepen wordt in het traditioneel ministerie voor de diensten vermeld in bijlage II. De personeelsleden van deze diensten worden van het behoud van deze kern op de hoogte gebracht door middel van een dienstorder met het verzoek schriftelijk, binnen dertig dagen, te laten weten of zij in het traditioneel ministerie wensen te blijven op één van de betrekkingen die in de dienstorder worden vermeld. Zij richten hun aanvraag rechtstreeks tot de Secretaris-generaal, die de ontvangst ervan bericht; een afschrift wordt via hiërarchische weg aan dezelfde chef toegestuurd.

De aanvragers die de vereiste kwalificatie bezitten worden per graad en per taalrol of taalregime gerangschikt in de onderstaande volgorde en die orde aangewezen voor een met hun graad overeenstemmende betrekking :

- 1^o de Rijksambtenaren;
- 2^o de stagiairs;
- 3^o de tijdelijke personeelsleden;
- 4^o de bij arbeidsovereenkomst in dienst genomen personeelsleden.

In elk van de in het vorig lid genoemde groepen worden de personeelsleden gerangschikt als volgt :

- 1^o het personeelslid met de grootste graadanciënniteit;
- 2^o bij gelijke graadanciënniteit, het personeelslid met de grootste dienstanciënniteit;
- 3^o bij gelijke dienstanciënniteit, de oudste in leeftijd.

Het criterium van de graadanciënniteit wordt niet toegepast voor het personeelslid dat niet de hoedanigheid van Rijksambtenaar heeft.

De dienstanciënniteit van het personeelslid dat niet de hoedanigheid van Rijksambtenaar heeft, omvat de tijd gedurende welke hij in enige hoedanigheid en zonder vrijwillige onderbreking deel heeft uitgemaakt van een ministerie als titularis van een ambt met volledige prestaties.

Indien er, nadat aan de aanvragen is voldaan, nog betrekkingen te begeven zijn in de nationale kern, wijst de Minister van ambtswege de personeelsleden van de dienst daarin aan volgens de omgekeerde volgorde van de leden 3 tot 6.

c) De overdracht van de personeelsleden van de andere diensten, bedoeld in bijlage III, wordt ter kennis gebracht van de personeelsleden van het traditioneel ministerie die geen deel uitmaken van de diensten bedoeld in de punten a en b van deze paragraaf, via een dienstorder waarin zij worden verzocht schriftelijk en binnen dertig dagen te laten weten of zij wensen te worden overgedragen aan de diensten van het Ministerie van het Brussels Gewest op één van de betrekkingen vermeld in de dienstorder.

Zijn er in het traditioneel ministerie één of meer afsluitingen, dan wordt de dienstorder gezonden aan de personeelsleden van de diensten die niet één van de in a bedoelde diensten zijn en die niet door een afsluiting gescheiden zijn van de dienst waarvan de personeelsleden gedeeltelijk worden overgedragen.

De aanvragen worden ingediend en gerangschikt volgens de procedure beschreven in het derde tot het zesde lid van b. Voor de rangschikking vermeld in het vierde lid van b, zal de overheid de volgende orde vaststellen voor de personeelsleden met dezelfde hoedanigheid :

- 1^o de personeelsleden van de betrokken dienst;
- 2^o de personeelsleden van een andere dienst dan de betrokken dienst;
- 3^o de personeelsleden van een ander bestuur.

Indien er, nadat aan de aanvragen bedoeld in alinea 1 is voldaan, nog betrekkingen te begeven zijn, worden de personeelsleden belast met de zaken die met deze betrekkingen overeenstemmen, van ambtswege daarop aangewezen in de omgekeerde volgorde van leden 3 tot 6 van punt b.

Art. 3. De personeelsleden worden overgedragen bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit genomen op gezamenlijke voordracht van de Minister die bevoegd is voor het traditioneel ministerie, en van de Minister belast met de Herstructurering van het Ministerie van het Brussels Gewest. De personeelsleden worden overgedragen volgens hun taalrol of -regime.

Art. 4. § 1^{er}. Les membres du personnel transférés au Ministère de la Région bruxelloise conservent leur qualité, leur grade, leur ancienneté administrative et leur ancienneté pécuniaire. Sans préjudice des dispositions du § 2, ils conservent également les allocations, les indemnités ou les primes et les autres avantages dont ils bénéficiaient dans le ministère traditionnel conformément à la réglementation qui leur était applicable.

Ils ne conservent les avantages liés à une fonction que pour autant que les conditions de leur octroi subsistent au Ministère de la Région bruxelloise.

§ 2. Lorsqu'un membre du personnel est chargé de l'exercice d'une fonction supérieure dans son ministère, il est uniquement tenu compte pour son transfert de son grade statutaire. Si au Ministère de la Région bruxelloise, il est à nouveau chargé, dès la date de son transfert et sans interruption de l'exercice de la même fonction supérieure que celle qu'il a exercée dans le ministère traditionnel, il est censé poursuivre l'exercice de la fonction supérieure pour l'application de l'arrêté royal du 8 août 1983 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les administrations de l'Etat.

§ 3. Les agents soumis à l'arrêté royal du 7 août 1939 organisant le signalement et la carrière des agents de l'Etat conservent au Ministère de la Région bruxelloise le dernier signalement qui leur a été attribué.

Ce signalement demeure valable jusqu'à l'attribution d'un nouveau signalement. Si à la date de son transfert en vertu du présent arrêté, un agent a introduit une demande en révision de son signalement, la procédure est poursuivie au Ministère de la Région bruxelloise.

L'article 18, alinéa 2, de l'arrêté royal précité du 7 août 1939, modifié par l'arrêté royal du 23 septembre 1971, n'est pas applicable aux cas visés par le présent paragraphe au Ministère de la Région bruxelloise auquel l'agent a été transféré.

§ 4. Les agents de l'Etat conservent au Ministère de la Région bruxelloise les titres à la promotion qu'ils ont acquis par la réussite d'un concours d'accession au niveau supérieur ou d'un examen d'avancement de grade organisé dans le Ministère auquel ils ont appartenu avant leur transfert.

Pour leur classement, ces lauréats sont censés avoir présenté le concours ou l'examen au Ministère de la Région bruxelloise.

Si les procès-verbaux des concours ont été clos à la même date, les lauréats sont classés entre eux comme s'ils avaient participé au même concours.

Si les procès-verbaux des concours ont été clos à des dates différentes, priorité est donnée aux lauréats du concours dont le procès-verbal a été clos à la date la plus ancienne.

§ 5. Pour autant que l'agent de l'Etat remplisse les conditions de participation à un concours d'accession au niveau supérieur ou à un examen d'avancement de grade annoncé dans le ministère auquel il appartient à la date du transfert il conserve le droit de participer à ce concours ou à cet examen, même s'il fait l'objet d'un transfert en vertu du présent arrêté pendant le déroulement des épreuves.

Le § 4 du présent article est applicable à l'agent lauréat d'un concours ou d'un examen visé à l'alinéa 1^{er}.

CHAPITRE II. — Dispositions transitoires

Art. 5. Les membres du personnel du Ministère de la Région bruxelloise qui ont introduit une demande de permutation en vertu de l'article 4, § 2, et de l'article 6 de l'arrêté royal coordonné le 24 novembre 1981 réglant le passage de membres du personnel aux quatre ministères des Communautés et des Régions, et dont la demande est demeurée valable et qui souhaitent la maintenir, sont mis à la disposition du service de réaffectation de la Fonction publique par notification du Premier Ministre. Le Ministre de la Fonction publique décide de la mise à disposition en fonction des emplois vacants disponibles pour la réaffectation des intéressés.

Conformément aux dispositions réglant la mobilité d'office de l'arrêté royal du 22 octobre 1982 portant les mesures d'exécution relatives à la mobilité du personnel de certains services publics, le service de réaffectation met les membres du personnel à la disposition des administrations et autres services des ministères, situés à Bruxelles.

Art. 4. § 1. De aan het Ministerie van het Brusselse Gewest overgedragen personeelsleden behouden hun hoedanigheid, hun graad, hun administratieve en geldelijke anciënniteit. Onverminderd de bepalingen van § 2, behouden zij ook de toelagen, vergoedingen of premies en andere voordelen waarop zij in het traditionele ministerie aanspraak konden maken overeenkomstig de reglementering die op hen van toepassing was.

Zij behouden de voordelen verbonden aan een functie slechts in zoverre de voorwaarden voor de toekening ervan blijven bestaan in het Ministerie van het Brusselse Gewest.

§ 2. Voor de personeelsleden die in hun ministerie belast zijn met de uitoefening van een hogere functie, wordt voor hun overdracht alleen rekening gehouden met hun statutaire graad. Indien zij in het Ministerie van het Brusselse Gewest vanaf de datum van de overdracht zonder onderbreking opnieuw worden belast met de uitoefening van dezelfde hogere functie als die welke zij in het traditionele ministerie uitoefenden, worden zij voor de toepassing van het koninklijk besluit van 8 augustus 1983 betreffende de uitoefening van een hoger ambt in de rijksbesturen geacht de hogere functie verder uit te oefenen.

§ 3. De ambtenaren waarop het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel van toepassing is, behouden in het Ministerie van het Brusselse Gewest de laatste beoordeling die hen werd toegekend.

Die beoordeling blijft geldig tot de toekenning van een nieuwe beoordeling. Indien een personeelslid op de datum van zijn overdracht krachtens dit besluit een beroep tegen de hem toegekende beoordeling heeft ingesteld, wordt dit beroep in het Ministerie van het Brusselse Gewest afgehandeld.

Artikel 18, tweede lid, van voornoemd koninklijk besluit van 7 augustus 1939, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 september 1971, is niet van toepassing voor de in deze paragraaf bedoelde gevallen in het Ministerie van het Brusselse Gewest waarnaar het personeelslid is overgedragen.

§ 4. De Rijksambtenaren die in het ministerie waartoe zij vóór hun overdracht behoorden, geslaagd zijn voor een vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau of voor een examen voor verhoging in graad, behouden in het Ministerie van het Brusselse Gewest de aanspraken op bevordering die zij door het slagen voor één van die examens hebben verworven.

Voor hun rangschikking worden de geslaagden geacht het vergelijkend examen of het examen te hebben afgelegd in het Ministerie van het Brusselse Gewest.

Indien het over vergelijkende examens gaat waarvan het proces-verbaal op dezelfde datum is afgesloten, worden de geslaagden onderling gerangschikt alsof het om een zelfde examen ging.

Indien het over vergelijkende examens gaat waarvan het proces-verbaal op verschillende data is afgesloten, wordt voorrang verleend aan de geslaagden voor het examen waarvan het proces-verbaal op de verst afgelegen datum werd afgesloten.

§ 5. Wanneer in het ministerie waartoe de Rijksambtenaar behoort op de datum van zijn overdracht een vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau of een examen voor verhoging in graad aangekondigd is waaraan het personeelslid kan deelnemen, behoudt hij het recht op deelneming, ook al wordt hij tijdens de afwikkeling van het examen overgedragen krachtens dit besluit.

Paragraaf 4 van dit artikel is van toepassing op de ambtenaar die geslaagd is voor een in het eerste lid bedoeld examen.

HOOFDSTUK II. — Overgangsbepalingen

Art. 5. De personeelsleden van het Ministerie van het Brusselse Gewest die een omwisselingsaanvraag hebben ingediend krachtens artikel 4, § 2, en artikel 6 van het koninklijk besluit waarbij het overhevelen van personeelsleden van de vier ministeries van de Gemeenschappen en de Gewesten wordt geregeld, gecoördineerd op 24 november 1981, en waarvan de aanvraag geldig is gebleven, worden ter beschikking van de reëctatiedienst van Openbaar Ambt gesteld bij de kennisgeving van de Eerste Minister. De Minister van Openbaar Ambt beslist over de terbeschikkingstelling naargelang dat er vacante betrekkingen beschikbaar zijn voor de reëctatie van de betrokkenen.

Overeenkomstig de bepalingen betreffende de mobiliteit van ambtswege in het koninklijk besluit van 22 oktober 1982 houdende de uitvoeringsmaatregelen betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten stelt de reëctatiedienst de personeelsleden ter beschikking van de besturen en andere diensten van de ministeries, gelegen in Brussel.

Dans l'attente d'une réaffectation par le Ministre de la Fonction publique, les agents visés au premier alinéa restent affectés à l'emploi qui leur a été désigné au Ministère de la Région bruxelloise.

Ce dernier continue à supporter les dépenses afférant à ce personnel jusqu'au moment où les agents viennent en ordre utile pour une réaffectation.

Les agents visés à l'alinéa premier occupent leur nouvel emploi soixante jours après la décision de réaffectation.

§ 2. Dans tous les arrêtés ou règlements où il en est fait mention, la référence à l'arrêté royal coordonné le 24 novembre 1981 précité est remplacé par la référence à l'arrêté royal du 25 juillet 1989 déterminant les modalités de transfert du personnel des ministères aux Exécutifs des Communautés et des Régions.

CHAPITRE III. — Dispositions finales

Art. 6. L'arrêté royal réglant le passage de membres du personnel aux quatre ministères des Communautés et des Régions, coordonné le 24 novembre 1981, modifié par les arrêtés royaux du 11 juin et du 25 juin 1982, 12 avril 1983, 2 mai 1984 et 13 janvier 1986, est abrogé.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 8. Nos Ministres et Nos Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 25 juillet 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Premier Ministre,
W. MARTENS

Le Ministre des Réformes institutionnelles,
chargé de la Restructuration
du Ministère de la Région bruxelloise,
Ph. MOUREAUX

In afwachting van een reëffectatie door de Minister van Openbaar Ambt blijven de in het eerste lid bedoelde personeelsleden behouden op de betrekking die hen werd aangewezen in het Ministerie van het Brussels Gewest.

Deze laatste blijft instaan voor de uitgaven met betrekking tot deze personeelsleden tot op het ogenblik waarop zij in aanmerking komen voor een reëffectatie.

De in het eerste lid bedoelde personeelsleden bekleden hun nieuwe betrekking zestig dagen na beslissing van reëffectatie.

§ 2. In alle besluiten of reglementen waarin het wordt vermeld, wordt de verwijzing naar voornoemd gecoördineerd koninklijk besluit van 24 november 1981 vervangen door de verwijzing naar het koninklijk besluit van 25 juli 1989 tot vaststelling van de wijze waarop de personeelsleden van de ministeries overgaan naar de Gemeenschaps- en Gewestexecutieven.

HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

Art. 6. Het koninklijk besluit waarbij het overhevelen van personeelsleden naar de vier ministeries van de Gemeenschappen en de Gewesten wordt geregeld, gecoördineerd op 24 november 1981, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 11 juni en 25 juni 1982, 12 april 1983, 2 mei 1984 en 13 januari 1986, wordt opgeheven.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 8. Onze Ministers en Onze Staatssecretarissen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 25 juli 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Eerste Minister,
W. MARTENS

De Minister van Institutionele Hervormingen,
belast met de Herstructurering
van het Ministerie van het Brussels Gewest,
Ph. MOUREAUX

Annexe I. — Services intégralement transférés (art. 2, § 2, a)

Bijlage I. — Integraal overgedragen diensten (art. 2, § 2, a)

Ministère national Nationaal Ministerie	Administration concernée Betrokken bestuur
1. Travaux publics <i>Openbare Werken</i>	1 ^o Administration des Routes (A.C. + S.E.) SAUF les services mentionnés dans l'annexe III <i>Bestuur der wegen (H.B. + B.D.)</i> BEHALVE de diensten vermeld in bijlage III
	2 ^o Administration des voies hydrauliques (A.C. + S.E.) SAUF les services mentionnés dans les annexes II et III <i>Bestuur der Waterwegen (H.B. + B.D.)</i> BEHALVE de diensten vermeld in bijlagen II en III
	3 ^o Bureau des Ponts (A.C. + S.E.) <i>Bruggenbureau (H.B. + B.D.)</i>
	4 ^o Administration de l'électricité et de l'électromécanique (A.C. + S.E.) SAUF les services relatifs aux normes, aux bâtiments et à la production de l'électricité, qui restent nationaux. SAUF les services mentionnés dans les annexes II et III <i>Bestuur voor electriciteit en electromechanica (H.B. + B.D.)</i> BEHALVE de diensten, met betrekking tot de normen, de gebouwen en de electriciteitsproductie die nationaal blijven. BEHALVE de diensten vermeld in bijlagen II en III

Ministère national <i>Nationaal Ministerie</i>	Administration concernée <i>Betrokken bestuur</i>
	5° Services du Secrétaire général (A.C. + S.E.) SAUF les services mentionnés dans l'annexe II SAUF les services du « plan vert » affectés aux bâtiments (A.C. + S.E.) <i>Diensten van de Secretaris-generaal (H.B. + B.D.)</i> <i>BEHALVE de diensten vermeld in bijlage II</i> <i>BEHALVE de diensten « groen plan » geaffecteerd bij de gebouwen (H.B. + B.D.)</i>

Vu pour être annexée à Notre arrêté du 25 juillet 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Premier Ministre,
W. MARTENS

Le Ministre des Réformes institutionnelles,
chargé de la Restructuration
du Ministère de la Région bruxelloise,
Ph. MOUREAUX

Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van 25 juli 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Eerste Minister,
W. MARTENS

De Minister van Institutionele Hervormingen,
belast met de Herstructurering
van het Ministerie van het Brussels Gewest,
Ph. MOUREAUX

Annexe II. — Services quasi intégralement transférés (art. 2, § 2, b)

Bijlage II. — Quasi integraal overgedragen diensten (art. 2, § 2, b)

Ministère national <i>Nationaal Ministerie</i>	Administration concernée <i>Betrokken bestuur</i>
1. Emploi et travail <i>Tewerkstelling en Arbeid</i>	Personnel recruté dans un cadre temporaire institué par l'article 212 de la loi du 8 août 1980 relative aux propositions budgétaires 1979-1980 <i>Personneel, aangeworven in een tijdelijk kader, ingesteld door artikel 212 van de wet van 8 augustus 1980 betreffende de budgetaire voorstellen 1979-1980</i>
2. Intérieur et Fonction publique <i>Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt</i>	Services administratifs des gouvernements provinciaux <i>Administratieve diensten van de provinciale gouvernementen</i>
3. Travaux publics <i>Openbare Werken</i>	1° A l'Administration des voies hydrauliques (A.C.) : — service d'études hydrologiques (A.C.) <i>Bij het Bestuur der Waterwegen :</i> — <i>dienst voor hydrologisch onderzoek (H.B.)</i> 2° A l'Administration de l'électricité et de l'électromécanique : — direction générale (A.C.) — services administratifs (A.C.) — service T2 (A.C.) <i>Bij het Bestuur voor electriciteit en electromechanica :</i> — <i>directoraat generaal (H.B.)</i> — <i>administratieve diensten (H.B.)</i> — <i>dienst T2 (H.B.)</i> 3° Aux services du Secrétaire général (A.C.) : — secrétariat général — service presse et information — service des relations économiques extérieures — service de programmation, d'information et de statistique <i>Bij de Diensten van de Secretaris-generaal (H.B.) :</i> — <i>secretariaat generaal</i> — <i>dienst pers en voorlichting</i> — <i>dienst van de buitenlandse economische betrekkingen</i> — <i>dienst voor programmatie, informatie en statistiek</i> 4° Services administratifs généraux (A.C.) : — direction générale et direction des affaires générales — service du personnel — service de traduction — direction de la comptabilité — service des automobiles

Ministère national Nationaal Ministerie	Administration concernée Betrokken bestuur
	<p><i>Algemene administratieve diensten (H.B.) :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> — <i>directoraat generaal en directie der algemene zaken</i> — <i>dienst personeel</i> — <i>vertaaldienst</i> — <i>directie der comptabiliteit</i> — <i>dienst der automobielen</i> <p>5° Services techniques généraux (A.C.) :</p> <ul style="list-style-type: none"> — <i>direction générale</i> — <i>service juridique des marchés</i> — <i>service du contentieux général</i> — <i>service de topographie et photogrammétrie</i> — <i>autres services</i> <p>SAUF les services mentionnés dans l'annexe III SAUF le service d'agrément des entrepreneurs (A.C.) qui reste national</p> <p><i>Algemene technische diensten (H.B.) :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> — <i>directoraat generaal</i> — <i>juridische dienst voor de aannemingscontracten</i> — <i>dienst algemene geschillen</i> — <i>dienst topografie en fotogrammetrie</i> — <i>andere diensten</i> <p>BEHALVE de diensten vermeld in bijlage III BEHALVE de dienst erkenning der aannemers (H.B.) die nationaal blijft</p> <p>6° Administration de l'intervention financière et de gestion (A.C.) :</p> <ul style="list-style-type: none"> — <i>direction générale</i> — <i>service social</i> — <i>service de l'économat</i> <p>SAUF le service d'intervention financière qui reste national</p> <p><i>Bestuur voor financiële bijdragen en beheer (H.B.) :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> — <i>directoraat generaal</i> — <i>sociale dienst</i> — <i>huishoudelijke dienst</i> <p>BEHALVE de dienst financiële bijdragen die nationaal blijft</p> <p>7° Cadre complémentaire <i>Aanvullingskader</i></p>

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 25 juillet 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
W. MARTENS

Le Ministre des Réformes institutionnelles,
chargé de la Restructuration
du Ministère de la Région bruxelloise,
Ph. MOUREAUX

Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van 25 juli 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
W. MARTENS

De Minister van Institutionele Hervormingen,
belast met de Herstructurering
van het Ministerie van het Brussels Gewest,
Ph. MOUREAUX

Annexe III. — Services partiellement transférés (art. 2, § 2, c)

Bijlage III. — Gedeeltelijk overgedragen diensten (art. 2, § 2, c)

Ministère national Nationaal Ministerie	Administration concernée Betrokken bestuur
1. Affaires économiques <i>Economische Zaken</i>	<p>1° Administration de l'Energie <i>Administratie voor Energie</i></p> <p>2° Administration de l'Industrie <i>Administratie voor Nijverheid</i></p> <p>3° Services généraux <i>Algemene diensten</i></p>

Ministère national Nationaal Ministerie	Administration concernée Betrokken bestuur
2. Classes moyennes <i>Middenstand</i>	A l'Administration des services généraux : — Direction générale de l'expansion économique <i>Bij de Administratie der algemene diensten :</i> — <i>Nationale directie van de economische expansie</i>
3. Communications <i>Verkeerswezen</i>	1° Services du Secrétaire général <i>Diensten van de Secretaris-generaal</i> 2° A l'Administration des transports : — Direction générale — Direction A — Service du transport par rail et des transports en commun — Direction C — Service des transports routiers <i>Bij het Bestuur van het vervoer :</i> — <i>Algemene directie</i> — <i>Directie A — Dienst spoor- en gemeenschappelijk vervoer</i> — <i>Directie C — Dienst wegvervoer</i>
4. Finances <i>Financiën</i>	1° Administration de la Trésorerie <i>Administratie der Thesaurie</i> 2° Administration du Budget et du Contrôle des dépenses <i>Administratie van de Begroting en de Controle op de uitgaven</i>
5. Intérieur et Fonction publique <i>Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt</i>	1° Service d'administration générale <i>Dienst van algemeen bestuur</i> 2° Direction d'administration des institutions provinciales et locales <i>Bestuursdirectie van de provinciale en lokale instellingen</i>
6. Travaux publics <i>Openbaar werken</i>	1° A l'Administration de l'électricité et de l'électromécanique : — service R21 (S.E.) <i>Bij het Bestuur voor electriciteit en electromechanica :</i> — <i>dienst R21 (B.D.)</i> 2° Aux services techniques généraux : — service imprimerie (A.C.) — photothèque et bibliothèque (A.C.) <i>Bij de algemene technische diensten :</i> — <i>dienst drukkerij (H.B.)</i> — <i>fototheek en bibliotheek (H.B.)</i> 3° A l'Administration des Routes (A.C.) : — division infrastructure : service des normes — division circulation et signalisation : — service des transports exceptionnels — service des normes <i>Bij het Bestuur der Wegen (H.B.) :</i> — <i>afdeling onderbouw der wegen : dienst normen</i> — <i>afdeling verkeer en signalisatie :</i> — <i>dienst uitzonderlijk vervoer</i> — <i>dienst normen</i> 4° A l'Administration des voies hydrauliques (A.C.) : — service d'exploitation des voies navigables : réglementation <i>Bij het Bestuur der Waterwegen (H.B.) :</i> — <i>exploitatie dienst der scheepvaartwegen : reglementering</i>

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 25 juillet 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Premier Ministre,
W. MARTENS

Le Ministre des Réformes institutionnelles,
chargé de la Restructuration
du Ministère de la Région bruxelloise,
Ph. MOUREAUX

Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van 25 juli 1989

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Eerste Minister,
W. MARTENS

De Minister van Institutionele Hervormingen,
belast met de Herstructurering
van het Ministerie van het Brussels Gewest,
Ph. MOUREAUX